

## **RAPPORT DU CONSEIL COMMUNAL DU 15 MARS 2024**

Lors de la première séance de l'année 2024, le bourgmestre M. Laurent Zeimet (CSV) a fait le point sur le début du chantier de reconstruction du Pont Emile Hammerel. Il a exprimé son respect pour la planification et la réalisation d'un projet d'une génération et a fait un appel à la patience et à la compréhension pendant la période des travaux.

M. Zeimet a également informé le conseil de la tenue d'une consultation citoyenne portant sur la communication et la participation citoyenne de la commune. Chaque résident âgé de 16 ans et plus recevra début mai une invitation à y participer incluant un code d'accès unique lui permettant de participer au sondage mené par voie électronique et disponible en cinq langues.

### **Aménagement du parking du cimetière à Bettembourg**

Le bourgmestre a présenté le projet d'agrandissement du parking du cimetière à Bettembourg. Avec l'achèvement imminent des nouveaux ateliers communaux situés route de Dudelange, la partie supérieure du parking du cimetière à Bettembourg, utilisée comme espace de stockage par le service des régies, pourra être réaménagée.

Le bourgmestre a soulevé dans son introduction que le projet a été élaboré par les soins du service technique. M. Rick Pirsch a présenté le projet en détail. Le parking actuel sera étendu de 25 places de stationnement supplémentaires et sera équipé de bornes de recharge pour véhicules électriques. Une rampe sera construite pour faciliter l'accès au cimetière pour les personnes à mobilité réduite. Un éclairage supplémentaire équipé de détecteurs de mouvement sera installé et un espace dédié aux vélos sera aménagé. Au total, sept nouveaux arbres seront plantés. Il est prévu d'équiper ultérieurement des carports solaires. La mise en service du parking est prévue pour la Toussaint 2024.

M. Nicolas Hirsch (DÉI GRÉNG) s'est réjoui du caractère écologique du parking. Selon le conseiller, cette initiative s'inscrit dans les objectifs nationaux et communaux en matière de climat, représentant ainsi un réel progrès vers l'autonomie énergétique visée.

M. Marco Estanqueiro (LSAP) a demandé pourquoi la pose de panneaux solaires était seulement envisagée dans une phase ultérieure et a proposé la mise en place d'un projet de participation citoyenne pour les panneaux solaires via une coopérative.

Selon l'échevine Mme Josée Lorsché (DÉI GRÉNG), il n'est pas possible de sélectionner dans un délai tellement court le modèle adéquat de panneaux solaires. Comme le parking doit déjà être en service à la Toussaint, l'installation des panneaux photovoltaïques se fera par la suite. En ce qui concerne la proposition de créer une coopérative, Mme Lorsché a rappelé que de telles

décisions ne sont pas prises à la hâte, mais que la commune se concerterait d'abord avec les experts de la "Klima-Agence", respectivement le conseiller climat et que la question serait débattue au sein du team climat de la commune.

M. Jeff Gross (CSV) a salué le fait que le projet soit développé en interne, ce qui permet de réduire les coûts et le fait que les voitures seront protégées du soleil en été grâce à l'installation de carports solaires.

Le conseil communal a approuvé le projet de réaménagement du parking du cimetière pour un montant de 270 000 euros.

### **Classement du « Korschthaus » au patrimoine culturel national**

Le Ministère de la Culture a proposé de classer la maison dite « Korschthaus » rue Marie-Thérèse à Bettembourg comme patrimoine culturel national. Actuellement la maison est affectée aux « Geschichtsfrënn aus der Gemeng Beetebuerg » et l'ensemble « Kaleidoskop Theater ». L'INPA considère dans son avis que la maison, conçue par l'architecte Tony Biwer dans les années 1930, conserve ses structures originales et des éléments caractéristiques du style moderniste, justifiant son classement en raison de son authenticité, de sa rareté et de son importance historique et artistique.

Malgré un avis défavorable de la commission de l'urbanisme, le collège échevinal considère que la commune ne peut s'opposer au classement national de son patrimoine.

M. Patrick Hutmacher a souligné que l'avis négatif de la commission était principalement motivé par la propriété communale du bâtiment, déjà protégé à ce titre. Il a noté que le bâtiment pourrait être destiné à l'avenir à des besoins sociaux ou exclusivement à l'usage de la commune, facilitant ainsi une rénovation écologique qui serait entravée par un classement.

Le bourgmestre a répondu que le collège échevinal avait bien pris note de l'avis négatif de la commission mais a rappelé qu'il s'agissait d'un avis non contraignant. Il a souligné la difficulté de ne pas classer un bâtiment communal alors que d'autres bâtiments privés l'ont été et qu'un classement n'empêchait pas une réaffectation ou une rénovation, tout en rappelant que le bâtiment avait été légué à la commune pour des fins exclusivement culturelles.

M. Jeff Gross (CSV), président de la commission d'urbanisme, a expliqué que bien que la commission ait émis un avis négatif, il était important de classer le bâtiment par respect pour les propriétaires des autres bâtiments classés.

Le conseil communal a décidé, avec 9 voix contre 6 voix, d'émettre un avis favorable à la proposition de classement du « Korschthaus ».

### **Modification du règlement sur la distribution d'eau potable et adaptation des tarifs de l'eau potable**

M. Laurent Zeimet a rappelé que les ajustements tarifaires de l'eau avaient été annoncés lors de la présentation du budget, et que la dernière modification remontait à 2020. Il a souligné les efforts de la commune pour garantir un approvisionnement en eau potable. Ainsi 2% du réseau sont renouvelés chaque année. Bien que la consommation d'eau par habitant soit descendue à



102,5 litres par an, la consommation totale a augmenté de 13% depuis 2016 en raison de l'expansion urbaine.

Le prix d'achat de l'eau à la SES est passé de 1,2 EUR/m<sup>3</sup> en 2021 à 1,9 EUR/m<sup>3</sup> en 2023. Pour encourager la réduction de la consommation, la commune propose des subventions et intensifie les efforts pour détecter et réparer les fuites d'eau, notamment en installant des compteurs d'eau plus grands dans les zones industrielles et en lançant un projet pilote de lecture des compteurs d'eau par radio.

Le bourgmestre a également mentionné que la commune a intensifié ses actions dans le domaine de la gestion des eaux usées ces derniers mois, notamment avec le chantier de fonçage pour soulager les canalisations d'eaux usées en cas de fortes pluies.

L'échevin M. Gusty Graas (DP) a noté une amélioration constante en matière des fuites d'eau. En 2023, la consommation totale de la commune s'est élevée à 634 167 m<sup>3</sup>, dont 587 698 m<sup>3</sup> ont été facturés. Cette différence de 7,33% ne résulte pas uniquement de fuites d'eau, mais aussi d'exercices du CGDIS, de consommations illégales ou d'erreurs de lecture des compteurs.

En réponse à la question du LSAP sur l'existence d'un plan d'action pour optimiser le réseau de distribution et en réduire les coûts, M. Graas a précisé que la commune assure une gestion de la qualité dans le cadre du Lux WSP (Water Safety Plan), ce qui a valu l'obtention du «Drèpsi d'or».

M. Graas a souligné deux nouveaux éléments dans le règlement sur la distribution de l'eau potable. Tout d'abord, la commune exigera dorénavant une caution de 1000 euros pour la location de compteurs d'eau aux entreprises qui se raccordent au réseau pour des travaux. En effet, il a été constaté que souvent ces compteurs d'eau sont retournés dans un état endommagé. Ensuite, le nouveau règlement dispose qu'en cas de non-paiement répété de factures, et après une mise en demeure, la commune peut restreindre l'accès à l'eau potable jusqu'au paiement complet des factures. Les interruptions de l'accès à l'eau potable auront lieu de 09:00 à 11:00 heures et de 13:00 à 15:00 heures. M. Graas a précisé que cette mesure ne vise aucunement les ménages rencontrant parfois des difficultés financières, mais qu'elle vise à adresser le comportement de quelques ménages qui s'obstinent à refuser de payer leurs factures.

Le bourgmestre a ensuite introduit l'adaptation des tarifs de l'eau potable qui prendra effet au 1er juillet 2024. Pour les ménages, cela implique une augmentation de 3,10 euros/m<sup>3</sup> à 3,40 euros/m<sup>3</sup>. M. Zeimet constate que 1000 litres d'eau potable coûteront dorénavant 3,40 euros tandis que six litres d'eau coûtent 5 euros et plus dans le commerce. Le calcul du prix de l'eau se fait selon la méthode officielle de calcul de l'AGE (Administration de la Gestion de l'Eau).

Mme Sylvie Jansa (LSAP) a interrogé sur le nombre de ménages en situation de non-paiement de leurs factures d'eau, et sur l'ampleur de cet impact financier.

M. Jean Marie Jans a indiqué qu'il s'agissait d'un petit nombre de ménages, mais que cela représentait néanmoins une somme considérable. Il a souligné que ces ménages semblaient persister dans leur refus de paiement, et que sans cette nouvelle mesure, il serait difficile d'y remédier. Le bourgmestre a précisé que cette mesure était envisagée en dernier recours, après de nombreuses étapes préalables. Gusty Graas a complété en expliquant que cette mesure ne serait mise en œuvre que si le tribunal avait déjà émis un titre exécutoire, ce qui constitue une étape avancée dans la procédure.



M. Nicolas Hirsch (DÉI GRÉNG) a exprimé son soutien aux deux règlements. En cas de non-paiement des factures d'eau, il s'est réjoui que la commune fasse la distinction claire entre les ménages éprouvant des difficultés à régler leurs factures et ceux refusent de le faire. Concernant l'augmentation du prix de l'eau, il a souligné que cette dernière constituait une ressource limitée et précieuse. Il a espéré que cette augmentation sensibilisera les individus à la valeur de cette ressource naturelle et à l'importance de sa préservation.

M. Patrick Hutmacher (LSAP) a demandé quelles étaient les prévisions pour 2024 en ce qui concerne les taux de couverture des coûts. Il a demandé une liste reprenant les principales dépenses et coûts en matière de gestion de l'eau. Il a demandé si la commune travaillait déjà sur le principe d'un prix de l'eau échelonné comme indiqué.

M. Zeimet a répondu qu'en ce qui concernait la question sur la couverture des coûts de l'eau et de l'assainissement, chaque année, un document était annexé à la présentation du budget, détaillant clairement les comptes et les estimations. Pour le volet eau en 2022, la couverture des coûts était à 120%, en 2023, lors du budget rectificatif, ce taux est descendu à 89%, tandis que dans le budget initial de 2024, le taux est estimé à 97%, en tenant compte de l'augmentation des prix à partir de juillet. Pour le volet eaux usées, le taux de couverture en 2022 était à 32%, puis à 36% en 2023 dans le budget rectifié, et il est chiffré à 70% au budget initial 2024. Le bourgmestre a précisé que ces chiffres variaient en fonction des projets de construction en cours et de leurs coûts.

Concernant la tarification progressive de l'eau, M. Zeimet a expliqué que le principe est accueilli positivement par tous, mais sa mise en œuvre semble être complexe. Au sein de l'AGE, un groupe de travail est dédié à cette question, auquel la commune est également représentée, mais aucune conclusion n'a encore été tirée.

M. Patrick Kohn (ADR) a exprimé son inquiétude concernant l'inefficacité des coupures d'eau et a souligné que leur impact serait limité car la plupart des gens ne seraient pas chez eux pendant les heures prévues. Laurent Zeimet a réitéré qu'une approche plus douce avait été délibérément adoptée et que l'objectif n'était pas de priver les résidents de ce service essentiel, mais de les avertir.

M. Alain Gillet (CSV) a exprimé son appui pour les deux règlements et a estimé primordial et équitable que les abus soient sanctionnés, qu'il s'agisse de compteurs d'eau cassés ou de factures impayées. Le coût de l'eau demeure bas et il a jugé essentiel que la commune persiste dans ses efforts de sensibilisation à l'économie d'eau et à la préservation des ressources hydriques.

La modification du règlement sur la distribution d'eau destinée à la consommation a été adoptée à l'unanimité des voix, la modification du règlement-tarifs sur la distribution d'eau destinée à la consommation a été adoptée par 8 voix pour, 6 abstentions et une voix contre.

M. Hutmacher a ensuite présenté une motion dans laquelle le parti socialiste demande d'élargir les subventions communales pour l'installation de systèmes de collecte des eaux de pluie dans les constructions nouvelles et existantes. La motion suggère également l'installation de compteurs d'eau individuels pour chaque unité de logement dans les bâtiments d'habitation collectifs en vue de l'introduction d'un tarif d'eau échelonné.



M. Zeimet a expliqué que la commune bénéficiait déjà de subventions pour l'installation de systèmes de collecte des eaux de pluie, toujours associées aux subventions étatiques pour simplifier les démarches administratives. Aucune demande n'a encore été reçue, probablement en raison des coûts élevés et des préoccupations concernant la sécurité et l'hygiène. Quant à l'installation de compteurs individuels dans les résidences, le bourgmestre a souligné que la commune n'est pas en mesure de facturer la consommation pour les copropriétaires et que cette charge incombe aux syndicats. Ainsi il a proposé de refuser la motion et de discuter une adaptation des subsides pour l'installation de systèmes de collecte des eaux de pluie au sein du Klimateam et des commissions compétentes.

La motion a été refusée avec 9 voix contre 6.

### **Interrail Pass Jeune**

L'échevine Mme Josée Lorsché (DÉI GRÉNG) a présenté le nouveau règlement communal relatif à l'Interrail Pass pour jeunes. L'objectif principal de cette initiative est de sensibiliser les jeunes à adopter une mobilité respectueuse de l'environnement pour leurs voyages. Tout résident de la commune ayant atteint l'âge de 18 ans à partir du 1er septembre 2023, pourra recevoir un subside unique de 300 euros sur demande, octroyé sous forme d'un bon personnel, pour l'acquisition d'un pass Interrail Jeune auprès des CFL. Les jeunes auront ainsi la possibilité de voyager gratuitement dans 33 pays européens.

Le conseil communal a approuvé le règlement à l'unanimité des voix.

### **Association Ennerdaach Asbl**

Le conseil communal a approuvé à l'unanimité le contrat de concession d'un droit d'emphytéose sur 50 ans à l'association Ennerdaach Asbl pour la deuxième maison héritée des frères Quintus, située route de Peppange. Le bourgmestre a expliqué que l'association Ennerdaach prévoit un projet de revalorisation de la maison en logements à vocation sociale, et qu'elle dispose de cinq ans pour le concrétiser.

M. Guy Frantzen (LSAP) a demandé pourquoi la commune a décidé de collaborer avec l'association Ennerdaach sur ce projet au lieu de le confier au programme de gestion locative sociale de l'Office Social Commun, et il a sollicité des éclaircissements sur le projet.

M. Laurent Zeimet a précisé que le programme de gestion locative sociale de l'OSC reprend uniquement des logements en relativement bon état. Cependant, la maison en question est en mauvais état et nécessite une démolition, suivie d'une reconstruction.

M. Guy Bley (CSV) a ajouté que l'OSC effectue pour chaque habitation mise à sa disposition une évaluation, et si elle ne se trouve pas dans un bon état, l'OSC la refuse pour des questions de sécurité et de salubrité. Le conseiller soutient ce projet, comme une nouvelle construction sera mise à disposition de gens nécessitant un logement social et comme il s'agit d'une offre supplémentaire venant en aide aux gens dans le besoin.



## Fondation du Musée National de la Résistance

Le conseil communal a également approuvé la convention avec la Fondation du Musée National de la Résistance. Le bourgmestre a expliqué que cette convention facilitera l'accès des résidents et des élèves aux connaissances historiques et à la mémoire de la période 1940-1945, ainsi qu'à la thématique des droits humains, tout en soutenant l'éducation à la citoyenneté. Cette convention permettra également le développement de projets concrets, tels que le Parcours de la Mémoire accompagné d'une brochure, qui sera inauguré dans le cadre du 80ème anniversaire de la libération de Bettembourg de l'occupation allemande en septembre. Ce parcours à travers la commune comprendra différentes étapes situées dans des lieux importants liés à la Seconde Guerre mondiale, avec des panneaux explicatifs. L'historien M. André Marques travaille également sur ce projet en collaboration avec les « Geschichtsfrënn ».

## Youth & Work

La convention Youth & Work a également été approuvée. Il s'agit d'un accompagnement individuel et du conseil pour les jeunes âgés de 16 à 29 ans dans leur recherche de formation et d'emploi. Ce service est volontaire et gratuit. L'OSC est à l'origine de cette initiative car elle constitue une approche complémentaire à ses services.

## Finances

L'échevin M. Jean Marie Jans a présenté la mise à jour du plan pluriannuel de financement (PPF) 2024-2027. Cette nouvelle version sera discutée au sein de la commission des finances et expertises.

L'échevin a ensuite fourni des explications concernant la nécessité de contracter un emprunt de 45 millions d'euros pour financer la construction du campus scolaire « ëm de Bëchel », soulignant l'urgence liée aux besoins financiers accrus. Cette décision, bien que peu courante à ce stade, découle du choix de la commune pour la réalisation du campus. En effet, la collaboration avec une entreprise de construction générale qui supervise l'intégralité du projet implique un engagement financier significatif. Cette entreprise garantit le respect des délais et s'engage à verser des indemnités à la commune en cas de retard. En contrepartie, cela impose à la commune un strict échéancier de paiement, atteignant près de 4 millions d'euros par mois. Ces conditions ont été validées par le Ministère de l'Intérieur.

Roby Biwer (LSAP) a critiqué la décision d'opter pour cette approche et a évoqué des problèmes de trésorerie. Selon le conseiller, les experts financiers anticipent une baisse des taux d'intérêt au second semestre, et il propose donc de diviser le prêt en deux tranches afin que la commune puisse bénéficier d'un taux plus favorable pour la 2ème tranche.

M. Jans a expliqué que l'évolution des taux d'intérêt est très spéculative, ce qui rend incertaine toute prévision. C'est pourquoi, pour chaque emprunt, la commune contracte une partie à taux fixe et une partie à taux variable. Il a également souligné que la commune ne connaît pas de problème de trésorerie généralisé, mais que les échéances très rapprochées perturbent actuellement le rythme financier de la commune, justifiant ainsi la décision de contracter l'emprunt à ce moment.



Le bourgmestre a souligné l'importance cruciale de disposer des fonds nécessaires pour régler les factures en temps voulu afin d'éviter de payer des indemnités élevées. Il a insisté sur le respect strict de l'échéancier, primordial pour garantir la mise en service du campus scolaire à la rentrée 2025. De plus, il a fait remarquer que contracter l'emprunt en plusieurs tranches n'était pas une option viable, car cela impliquerait de solliciter un nouveau prêt dans quelques mois. Il a également précisé que l'objectif actuel était d'obtenir une autorisation pour le montant total de l'emprunt, sans pour autant devoir le contracter immédiatement dans son intégralité.

Le conseil communal a décidé avec 9 voix et 5 abstentions de contracter l'emprunt de 45 millions d'euros.

### « Beetebuerger Bësch »

Les conseillers ont émis un avis favorable concernant l'avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone forestière « Beetebuerger Bësch » englobant des fonds sis sur le territoire des communes de Bettembourg, Leudelage et Roeser.

Le garde-forestier M. Guy Rassel, en remplacement de Jeff Wagener, a expliqué qu'en raison de la future construction d'une piste cyclable reliant les localités d'Abweiler et de Leudelage, le règlement grand-ducal doit être modifié, sa version actuelle ne permettant pas de construction dans la zone protégée. Grâce à cette adaptation, la réalisation de cette piste deviendra possible. La réserve naturelle sera quant à elle élargie par l'adjonction de terrains communaux de 42 hectares aménagés en zone tampon protégée, soumise à des règles très strictes mais où il sera désormais possible de travailler selon les critères de durabilité en vigueur. Dans les 133 hectares classés déjà en réserve forestière intégrale, il restera interdit d'effectuer des travaux à l'exception des travaux de sécurisation.

Le parti LSAP avait soumis une question par écrit sur la réserve naturelle «Beetebuerger Bësch», classée en RFI, où il aurait été constaté l'abattage de nombreux arbres, suscitant des interrogations. M. Guy Rassel a expliqué que les différents arbres marqués par des symboles ont dû être abattus afin de sécuriser les sentiers de randonnée dans la zone RFI.

Le conseil communal a également approuvé le nouveau règlement sur les tarifs de vente de bois de chauffage et de bois brut. La commande est désormais limitée à 2 stères par ménage, dans la mesure des stocks disponibles.

### Commission communale du vivre-ensemble interculturel

Le conseil a arrêté la composition de la commission communale du vivre-ensemble interculturel, suivant un appel à candidatures. La composition pour la période 2024 - 2029 est disponible sur le site web de la commune. [Voir notre article page XX]

### Questions des conseillères et des conseillers

Roby Biwer (LSAP) a suggéré un abaissement des bordures des trottoirs du passage piétons dans la rue d'Esch, à hauteur de l'église.



Le bourgmestre a constaté que ce passage est inchangé depuis au moins 30 ans. La commune vient de réaliser une mise en conformité de deux passages à proximité. Dans le cadre du projet de réaménagement du centre de Bettembourg, le tronçon en question sera adapté. A court terme, ces travaux ne peuvent être réalisés car une autorisation de voirie des Ponts et Chaussées est nécessaire, et le quartier est déjà affecté par la réfection du pont Hammerel jusqu'à la fin de l'année.

M. Frantzen (LSAP) a demandé de réintroduire les dates des vacances scolaires dans le « Ofalkalenner », considérant cela comme une information pratique.

L'échevin Gusty Graas a rappelé qu'il s'agit d'un calendrier informant sur la gestion des déchets et que les vacances scolaires n'étaient plus mentionnées dans le « Ofalkalenner » depuis au moins 5 ans. De plus, il a noté que les vacances varient selon les établissements scolaires, ce qui rend leur inclusion encore moins pertinente.

M. Patrick Kohn (ADR) a demandé s'il prévu d'installer des bancs sur la Promenade du Soleil route de Peppange.

M. Laurent Zeimet a confirmé que des bancs seront prochainement mis en place.

M. Kohn demandait si la commune de Bettembourg était contrainte par des contrats à une consommation minimale d'électricité.

Mme Josée Lorsché a rappelé que depuis le 1er janvier 2024, la commune est principalement cliente chez SUDenergie et que la consommation d'électricité est facturée en fonction de la consommation réelle. Aucune contrainte de consommation n'est incluse dans la convention y relative.





## **BERICHT DES GEMEINDERATS VOM 15. MÄRZ 2024**

In der ersten Sitzung des Jahres 2024 berichtete Bürgermeister Laurent Zeimet (CSV) über den Beginn der Baustelle für den Wiederaufbau der Emile-Hammerel-Brücke. Er drückte seinen Respekt für die Planung und Durchführung eines Generationenprojekts aus und appellierte an die Geduld und das Verständnis während der Bauzeit.

Laurent Zeimet informierte den Rat auch über eine Bürgerbefragung zur Kommunikation und Bürgerbeteiligung in der Gemeinde. Jeder Einwohner ab 16 Jahren wird Anfang Mai eine Einladung zur Teilnahme erhalten, die einen einmaligen Zugangscode für die Teilnahme an der elektronischen Umfrage in fünf Sprachen enthält.

### **Gestaltung des Parkplatzes am Friedhof in Bettembourg**

Bürgermeister Zeimet stellte das Projekt zur Vergrößerung des Friedhofsparkplatzes in Bettembourg vor. Mit der bevorstehenden Fertigstellung der neuen Gemeindewerkstätten an der Route de Dudelange kann der obere Teil des Friedhofsparkplatzes, der zurzeit noch als Lagerraum genutzt wird, neugestaltet werden.

Laurent Zeimet hob in seiner Einleitung hervor, dass das Projekt von der technischen Abteilung ausgearbeitet wurde. Rick Pirsch stellte das Projekt im Detail vor. Der bestehende Parkplatz wird um 25 zusätzliche Stellplätze erweitert und mit Ladestationen für Elektrofahrzeuge ausgestattet. Es wird eine Rampe gebaut, um den Zugang zum Friedhof für Personen mit eingeschränkter Mobilität zu erleichtern. Es wird eine zusätzliche, mit Bewegungsmeldern ausgestattete Beleuchtung installiert und ein eigener Bereich für Fahrräder eingerichtet. Insgesamt werden sieben neue Bäume gepflanzt. Zu einem späteren Zeitpunkt sollen auch Solar-Carports nachgerüstet werden. Die Inbetriebnahme des Parkplatzes ist für Allerheiligen 2024 geplant.

Nicolas Hirsch (DÉI GRÉNG) begrüßte den umweltfreundlichen Charakter des Parkplatzes. Nach Ansicht des Ratsmitglieds entspricht diese Initiative den nationalen und kommunalen Klimazielen und stellt somit einen echten Fortschritt in Richtung der angestrebten Energieautonomie dar.

Marco Estanqueiro (LSAP) fragte, warum die Installation von Solarpanels erst in einer späteren Phase in Betracht gezogen wurde und schlug vor, über eine Genossenschaft ein Bürgerbeteiligungsprojekt für Solarpanels einzurichten.

Laut Schöffin Josée Lorsché (DÉI GRÉNG) ist es nicht möglich, in so kurzer Zeit das richtige Modell für die Solarpaneele auszuwählen. Da der Parkplatz bereits an Allerheiligen in Betrieb genommen werden soll, wird die Installation der Solarpaneele anschließend erfolgen. Bezüglich des Vorschlags, eine Genossenschaft zu gründen, erinnerte Josée Lorsché daran, dass solche Entscheidungen nicht überstürzt getroffen werden, sondern dass sich die Gemeinde zunächst mit den Experten der "Klima Agence" bzw. dem Klimaberater abstimmen und die Frage im Klimateam der Gemeinde diskutieren würde.

Jeff Gross (CSV) begrüßte die Tatsache, dass das Projekt intern entwickelt wurde, was die Kosten senke, sowie die Tatsache, dass die Autos im Sommer durch die Installation von Solar-Carports vor der Sonne geschützt werden.



Der Gemeinderat genehmigte das Projekt zur Neugestaltung des Friedhofsparkplatzes in Höhe von 270.000 Euro.

### **Einstufung des "Konschthaus" als nationales Kulturerbe**

Das Kulturministerium hat vorgeschlagen, das sogenannte "Konschthaus" in der Rue Marie-Thérèse in Bettembourg als nationales Kulturerbe zu klassifizieren. Das INPA hob hervor, dass das vom Architekten Tony Biwer in den 1930er Jahren entworfene Gebäude seine ursprünglichen Strukturen und charakteristische Elemente des modernistischen Stils bewahrt hat. Diese Authentizität und Seltenheit sowie die historische und künstlerische Bedeutung rechtfertigten den Schutz als Kulturerbe. Derzeit steht das Haus den "Geschichtsfreunden aus der Gemeng Beetebuerg" und dem Ensemble "Kaleidoskop Theater" zur Verfügung.

Trotz einer ablehnenden Stellungnahme der Urbanismuskommission ist der Schöffenrat der Ansicht, dass sich die Gemeinde der nationalen Klassifizierung ihres Kulturerbes nicht widersetzen kann.

Patrick Hutmacher (LSAP) betonte, dass die negative Stellungnahme der Kommission hauptsächlich darauf zurückzuführen ist, dass das Gebäude bereits im kommunalen Besitz steht und daher geschützt ist. Er befürchtet die Klassifizierung des Gebäudes könne eine zukünftige Nutzung oder Sanierung belasten.

Der Bürgermeister antwortete, dass der Schöffenrat die negative Stellungnahme der Kommission zur Kenntnis genommen habe, erinnerte aber daran, dass es sich um eine nicht bindende Stellungnahme handle. Er betonte die Schwierigkeit, ein kommunales Gebäude nicht unter Denkmalschutz zu stellen, während private Gebäude unter Denkmalschutz gestellt wurden. Eine Klassifizierung verhindere nicht das Gebäude zu sanieren. Er erinnerte weiter daran, dass das Gebäude der Gemeinde ausschließlich für kulturelle Zwecke vermacht worden war.

Jeff Gross (CSV), Vorsitzender der Stadtplanungskommission, erklärte, dass der Ausschuss zwar eine negative Stellungnahme abgegeben habe, es aber wichtig sei, das Gebäude aus Respekt vor den Eigentümern der anderen denkmalgeschützten Gebäude unter Denkmalschutz zu stellen.

Der Gemeinderat gab mit 9 zu 6 Stimmen eine positive Stellungnahme zum Vorschlag ab, das "Konschthaus" unter Denkmalschutz zu stellen.

### **Änderung der Verordnung über die Verteilung von Trinkwasser und Anpassung der Trinkwassertarife**

Laurent Zeimet erinnerte daran, dass die Preisanpassungen für Wasser bei der Vorstellung des Haushaltsplans angekündigt worden waren und die letzte Änderung im Jahr 2020 stattgefunden hatte. Er betonte die Bemühungen der Gemeinde, die Versorgung mit sauberem Trinkwasser zu gewährleisten. So werden jedes Jahr 2% des Versorgungsnetzes erneuert. Obwohl der Pro-Kopf-Wasserverbrauch auf 102,5 Liter pro Jahr gesunken ist, ist der Gesamtverbrauch seit 2016 aufgrund des Wachstums der Gemeinde um 13% gestiegen.

Der Einkaufspreis für Wasser von der SES wurde von 1,2 EUR/m<sup>3</sup> im Jahr 2021 auf 1,9 EUR/m<sup>3</sup> im Jahr 2023 erhöht. Die Gemeinde verstärkt ihre Bemühungen, Wasserlecks aufzuspüren und



zu reparieren, unter anderem durch die Installation größerer Wasserzähler in Industriegebieten und den Start eines Pilotprojekts zur Fernablesung von Wasserzählern.

Der Bürgermeister erwähnte auch, dass die Gemeinde in den letzten Monaten ihre Maßnahmen im Bereich der Abwasserwirtschaft intensiviert hat, insbesondere mit der Baustelle zur Entlastung der Abwasserkanäle bei starken Regenfällen.

Schöffe Gusty Graas (DP) stellte eine stetige Verbesserung in Bezug auf Wasserlecks fest. Im Jahr 2023 belief sich der Gesamtverbrauch der Gemeinde auf 634.167 m<sup>3</sup>, wovon 587.698 m<sup>3</sup> in Rechnung gestellt wurden. Diese Differenz von 7,33% ist nicht nur auf Wasserlecks zurückzuführen, sondern auch auf CGDIS-Übungen, illegalen Verbrauch oder Fehler beim Ablesen von Zählern.

Auf die Frage des LSAP, ob es einen Aktionsplan zur Optimierung des Verteilungsnetzes und zur Senkung der Kosten gebe, erklärte Gusty Graas, dass die Gemeinde im Rahmen des Lux WSP (Water Safety Plan) ein Qualitätsmanagement betreibt, wofür sie mit dem "Gold Drèpsi" ausgezeichnet wurde.

Der Schöffe wies auf zwei neue Elemente der Trinkwasserverordnung hin. Erstens wird die Gemeinde künftig eine Kautions von 1000 Euro für die Vermietung von Wasserzählern an Unternehmen verlangen, die sich für Bauarbeiten an das Netz anschließen. Es wurde nämlich festgestellt, dass diese Wasserzähler oft in beschädigtem Zustand zurückgegeben werden. Zweitens sieht die neue Verordnung vor, dass die Gemeinde bei wiederholter Nichtbezahlung von Rechnungen und nach einer Mahnung den Zugang zu Trinkwasser bis zur vollständigen Bezahlung der Rechnungen einschränken kann. Die Unterbrechungen des Zugangs zu Trinkwasser werden von 09:00 bis 11:00 Uhr und von 13:00 bis 15:00 Uhr vorgenommen werden. Gusty Graas stellte klar, dass diese Maßnahme keineswegs auf Haushalte abzielt, die gelegentlich mit finanziellen Schwierigkeiten zu kämpfen haben, sondern vielmehr das Verhalten einiger kleiner Anzahl von Haushalten adressieren soll, die sich hartnäckig weigern, ihre Rechnungen zu bezahlen.

Bürgermeister Zeimet präsentierte dann die Anpassung der Trinkwassertarife, die ab dem 1. Juli 2024 in Kraft treten wird. Für Haushalte bedeutet dies eine Erhöhung von 3,10 Euro/m<sup>3</sup> auf 3,40 Euro/m<sup>3</sup>. Er stellt fest, dass 1000 Liter Trinkwasser künftig 3,40 Euro kosten werden, während sechs Liter Wasser im Handel 5 Euro und mehr kosten. Die Berechnung des Wasserpreises erfolgt nach der offiziellen Berechnungsmethode des Wasserwirtschaftsamtes.

Sylvie Jansa (LSAP) fragte nach der Anzahl der Haushalte, die ihre Wasserrechnungen nicht bezahlen, und nach dem Ausmaß der finanziellen Auswirkungen. Schöffe Jean Marie Jans (CSV) gab an, dass es sich um eine kleine Anzahl von Haushalten handele, aber dennoch eine beträchtliche Summe darstelle. Der Bürgermeister stellte klar, dass diese Maßnahme als letztes Mittel nach vielen vorherigen Schritten in Betracht gezogen werde. Gusty Graas ergänzte, dass diese Maßnahme nur dann umgesetzt werde, wenn das Gericht bereits einen Vollstreckungstitel erlassen habe, was einen fortgeschrittenen Schritt im Verfahren darstelle.

Nicolas Hirsch (DÉI GRÉNG) drückte seine Unterstützung für beide Verordnungen aus. Im Falle nicht bezahlter Wasserrechnungen begrüßte er, dass die Gemeinde klar zwischen Haushalten unterscheidet, die Schwierigkeiten haben, ihre Rechnungen zu begleichen, und solchen, die sich weigern, dies zu tun. Bezüglich der Erhöhung des Wasserpreises betonte er, dass Wasser eine begrenzte und wertvolle Ressource sei. Er hoffte, dass diese Preiserhöhung die Menschen für



den Wert dieser natürlichen Ressource sensibilisieren und die Bedeutung ihrer Erhaltung erkennen lässt.

Patrick Hutmacher (LSAP) fragte, wie die Prognosen für 2024 in Bezug auf die Kostendeckungsraten aussehen würden. Er bat um eine Liste mit den wichtigsten Ausgaben und Kosten im Bereich der Wasserverwaltung. Er fragte, ob die Gemeinde bereits an dem Prinzip eines gestaffelten Wasserpreises wie angegeben arbeite.

Bürgermeister Zeimet erklärte, dass in der jährlichen Haushaltsvorlage ein Dokument enthalten ist, das detailliert die Kosten und Schätzungen für Wasser und Abwasser auflistet, um die Kostendeckung transparent darzustellen. Für die Wasserkomponente im Jahr 2022 lag die Kostendeckung bei 120 %, 2023, beim Berichtigungshaushalt, sank sie auf 89 %, während im ursprünglichen Haushalt für 2024 die Quote auf 97 % geschätzt wurde, wobei die Preiserhöhung ab Juli berücksichtigt wurde. Im Bereich Abwasser lag der Deckungsgrad im Jahr 2022 bei 32%, im berichtigten Haushalt 2023 bei 36% und im ursprünglichen Haushalt 2024 bei 70%. Der Bürgermeister wies darauf hin, dass diese Zahlen je nach den laufenden Bauprojekten und deren Kosten variieren würden.

In Bezug auf die progressive Wasserpreisgestaltung erklärte der Bürgermeister, dass das Prinzip von allen positiv aufgenommen wird, die Umsetzung jedoch kompliziert sei. Innerhalb des Wasserwirtschaftsamts besteht eine Arbeitsgruppe, die sich diesem Thema widmet und in der auch die Gemeinde vertreten ist, aber es wurden noch keine Schlussfolgerungen gezogen.

Patrick Kohn (ADR) äußerte seine Besorgnis über die Ineffizienz der Wasserabschaltungen und betonte, dass ihre Auswirkungen begrenzt seien, da die meisten Menschen während der vorgesehenen Zeiten nicht zu Hause seien. Laurent Zeimet bekräftigte, dass bewusst ein sanfterer Ansatz gewählt worden sei und dass es nicht darum gehe, den Bewohnern diese wichtige Dienstleistung vorzuenthalten, sondern sie zu warnen.

Alain Gillet (CSV) drückte seine Unterstützung für beide Verordnungen aus und hielt es für überaus wichtig und fair, dass Missbrauch bestraft wird, egal ob es sich um kaputte Wasserzähler oder unbezahlte Rechnungen handelt. Die Wasserkosten seien nach wie vor niedrig und er hielt es für wesentlich, dass die Gemeinde ihre Bemühungen zur Sensibilisierung für das Wassersparen und den Schutz der Wasserressourcen fortsetze.

Die Änderung der Verordnung über die Verteilung von Wasser für den Verbrauch wurde einstimmig angenommen, die Änderung der Tarifverordnung über die Verteilung von Wasser für den Verbrauch wurde mit 8 Ja-Stimmen, 6 Enthaltungen und einer Nein-Stimme angenommen.

Patrick Hutmacher (LSAP) stellte dann einen Antrag vor, in dem die Sozialistische Partei fordert, die kommunalen Zuschüsse für die Installation von Regenwassersammelsystemen in neuen und bestehenden Gebäuden zu erweitern. Der Antrag regt außerdem die Installation von individuellen Wasserzählern für jede Wohneinheit in Mehrfamilienhäusern an, um einen gestaffelten Wassertarif einzuführen.

Laurent Zeimet erklärte, dass die Gemeinde bereits Zuschüsse für die Installation von Regenwassersammelsystemen erhalte, die immer mit staatlichen Zuschüssen verbunden seien, um den Verwaltungsaufwand zu vereinfachen. Bisher seien noch keine Anträge eingegangen, wahrscheinlich aufgrund der hohen Kosten und der Bedenken hinsichtlich Sicherheit und Hygiene. Was die Installation von individuellen Zählern in Wohnanlagen betrifft, betonte der



Bürgermeister, dass die Gemeinde nicht in der Lage sei, den Verbrauch für die Miteigentümer in Rechnung zu stellen, und dass diese Aufgabe den Verwaltern obliege. So schlug er vor, den Antrag abzulehnen und eine Anpassung der Zuschüsse für die Installation von Regenwassersammelsystemen im Klimateam und den zuständigen Ausschüssen zu diskutieren.

Der Antrag wurde mit 9 zu 6 Stimmen abgelehnt.

### **Interrail Pass Jeune**

Schöffin Josée Lorsché (DÉI GRÉNG) stellte die neue Gemeindeverordnung über den Interrail Pass für Jugendliche vor. Das Hauptziel dieser Initiative ist es, junge Menschen für eine umweltfreundliche Mobilität auf ihren Reisen zu sensibilisieren. Jeder Einwohner der Gemeinde, der ab dem 1. September 2023 das 18. Lebensjahr vollendet hat, kann auf Antrag einen einmaligen Zuschuss von 300 Euro erhalten, der in Form eines persönlichen Gutscheins gewährt wird, um einen Interrail-Jugendpass bei den CFL zu erwerben. Damit haben die Jugendlichen die Möglichkeit, kostenlos in 33 europäische Länder zu reisen.

Der Gemeinderat verabschiedete die Verordnung einstimmig.

### **Ennerdaach Asbl**

Der Gemeinderat billigte einstimmig den Vertrag zur Einräumung eines Erbpachtrechts über 50 Jahre an die Vereinigung „Ennerdaach Asbl“ für das zweite von den Brüdern Quintus geerbte Haus an der Route de Peppange. Der Bürgermeister erklärte, dass die Vereinigung „Ennerdaach“ ein Projekt zur Aufwertung des Hauses in Wohnungen mit sozialer Ausrichtung plant und fünf Jahre Zeit hat, um dieses Projekt zu verwirklichen.

Guy Frantzen (LSAP) fragte, warum die Gemeinde bei diesem Projekt mit „Ennerdaach“ zusammenarbeiten wolle, anstatt es dem Programm für soziale Mietverwaltung des Office Social Commun (OSC) zu überlassen, und bat um Aufklärung über das Projekt.

Bürgermeister Zeimet stellte klar, dass das OSC-Programm für soziale Mietverwaltung nur Häuser in relativ gutem Zustand übernimmt. Das fragliche Haus sei jedoch in einem schlechten Zustand und erfordere einen Abriss mit anschließendem Wiederaufbau.

Guy Bley (CSV) fügte hinzu, dass das OSC für jede Wohnung, die ihr zur Verfügung gestellt wird, eine Bewertung durchführt, und wenn sie sich nicht in einem guten Zustand befindet, lehnt das OSC sie aus Gründen der Sicherheit und Gesundheit ab. Das Ratsmitglied unterstützte das Projekt, da ein Neubau für Menschen, die eine Sozialwohnung benötigten, zur Verfügung gestellt werde und es sich um ein zusätzliches Angebot handele, das Menschen in Not helfe.

### **Stiftung des Musée National de la Résistance**

Der Gemeinderat genehmigte auch die Konvention mit der Stiftung des Nationalen Widerstandsmuseums. Der Bürgermeister erklärte, dass diese Konvention den Zugang von Einwohnern und Schülern zu historischem Wissen und zur Erinnerung an die Zeit von 1940 bis 1945 sowie zur Thematik der Menschenrechte erleichtern und gleichzeitig die politische Bildung



unterstützen wird. So wird zum 80. Jahrestag der Befreiung Bettemburgs ein historischer Rundweg an Schicksalsorte während der Besatzung und des Zweiten Weltkriegs führen. Der Historiker André Marques erarbeitet mit den „Geschichtsfreunden“ den Rundweg und die entsprechenden Erklärungen.

## **Youth & Work**

Die Zusammenarbeit mit der Vereinigung Youth & Work wurde genehmigt. Youth & Work bietet eine individuelle Begleitung und Beratung für junge Menschen zwischen 16 und 29 Jahren bei der Suche nach Ausbildung und Arbeit an. Dieser Dienst ist freiwillig und kostenlos. Das Sozialamt OSC hat diese Initiative initiiert, da sie einen ergänzenden Ansatz zu ihren Dienstleistungen darstellt.

## **Finanzen**

Schöffe Jean Marie Jans (CSV) stellte die Aktualisierung des mehrjährigen Finanzierungsplans 2024-2027 vor. Diese neue Version wird im Ausschuss für Finanzen und Expertisen diskutiert werden.

Der Schöffe gab anschließend Erläuterungen zur Notwendigkeit, einen Kredit in Höhe von 45 Millionen Euro aufzunehmen, um den Bau des Schulcampus „ëm de Bëchel“ zu finanzieren, wobei er die Dringlichkeit aufgrund des erhöhten Finanzbedarfs hervorhob. Das Generalbauunternehmen garantiert die Einhaltung der Baufristen und hat sich verpflichtet, der Gemeinde im Falle von Verzögerungen eine Entschädigung zu zahlen. Im Gegenzug obliegt der Gemeinde ein strikter Zahlungsplan, der sich auf fast 4 Millionen Euro pro Monat beläuft.

Roby Biwer (LSAP) kritisierte die Entscheidung für diesen Ansatz und verwies auf Liquiditätsprobleme. Nach Ansicht des Ratsmitglieds rechnen Finanzexperten damit, dass die Zinssätze in der zweiten Jahreshälfte sinken werden. Er schlug daher vor, das Darlehen in zwei Raten aufzuteilen, damit die Gemeinde für die zweite Rate einen günstigeren Zinssatz erhalten kann.

Jean Marie Jans erläuterte, dass die Entwicklung der Zinssätze sehr spekulativ sei, was jede Prognose unsicher mache. Daher nehme die Gemeinde bei jedem Kredit einen Teil mit festem und einen Teil mit variablem Zinssatz auf. Er betonte auch, dass die Gemeinde kein allgemeines Liquiditätsproblem habe, dass aber die sehr kurzen Fälligkeiten derzeit den Finanzrhythmus der Gemeinde störten, was die Entscheidung, die Anleihe zum jetzigen Zeitpunkt aufzunehmen, rechtfertige.

Bürgermeister Zeimet betonte, dass es von entscheidender Bedeutung sei, über die notwendigen Mittel zur rechtzeitigen Begleichung der Rechnungen zu verfügen, um hohe Entschädigungszahlungen zu vermeiden. Er bestand auf der strikten Einhaltung des Zeitplans, der von entscheidender Bedeutung sei, um die Inbetriebnahme des Schulcampus zum Schuljahresbeginn 2025 zu gewährleisten. Darüber hinaus wies er darauf hin, dass die Aufnahme des Darlehens in mehreren Raten keine praktikable Option sei, da dies bedeuten würde, dass in einigen Monaten ein neues Darlehen beantragt werden müsste. Er wies auch darauf hin, dass das derzeitige Ziel darin bestehe, eine Genehmigung für den gesamten Darlehensbetrag zu erhalten, ohne den Kredit sofort in voller Höhe aufnehmen zu müssen.



Der Gemeinderat beschloss mit 9 Stimmen und 5 Enthaltungen, die Anleihe in Höhe von 45 Millionen Euro aufzunehmen.

### **"Beetebuerger Bësch"**

Der Gemeinderat gab eine positive Stellungnahme zur Abänderung der großherzoglichen Verordnung ab, mit der das Waldgebiet "Beetebuerger Bësch", das Flächen auf dem Gebiet der Gemeinden Bettemburg, Leudelingen und Roeser umfasst, zum Schutzgebiet von nationalem Interesse in Form eines Naturreservats erklärt wurde.

Förster Guy Rassel, in Vertretung von Jeff Wagener, erklärte, dass aufgrund des zukünftigen Baus eines Radweges, der die Ortschaften Abweiler und Leudelingen verbinden soll, die großherzogliche Verordnung geändert werden muss, da ihre aktuelle Version keine baulichen Maßnahmen in der Schutzzone zulässt. Durch diese Anpassung wird der Bau des Radwegs möglich. Das Naturschutzgebiet wird um 42 Hektar Gemeindeland erweitert, das als geschützte Pufferzone eingerichtet wird, die sehr strengen Regeln unterliegt, in der aber künftig nach den geltenden Nachhaltigkeitskriterien gearbeitet werden kann. Auf den 133 Hektar, die bereits als integrales Waldreservat ausgewiesen sind, bleibt es weiterhin verboten, Arbeiten durchzuführen, mit Ausnahme von Sicherungsarbeiten.

Die LSAP hatte eine schriftliche Anfrage zum Naturschutzgebiet "Beetebuerger Bësch", das als integrales Waldschutzgebiet (réserve forestière intégrale – RFI) eingestuft ist, eingereicht, in dem angeblich das Fällen zahlreicher Bäume festgestellt wurde. Guy Rassel erklärte, dass die verschiedenen mit Symbolen markierten Bäume gefällt werden mussten, um die Wanderwege in der RFI-Gebiet zu sichern.

Der Gemeinderat genehmigte die neue Verordnung über die Tarife für den Verkauf von Brennholz und Rohholz. Die Bestellung ist nun auf 2 Ster pro Haushalt beschränkt, solange der Vorrat reicht.

### **Kommunale Kommission für interkulturelles Zusammenleben**

Der Gemeinderat legte die Zusammensetzung des Gemeindeausschusses für interkulturelles Zusammenleben fest, nachdem ein Aufruf zur Einreichung von Bewerbungen erfolgt war. Die Zusammensetzung für den Zeitraum 2024 - 2029 ist auf der Webseite der Gemeinde abrufbar.

### **Fragen der Ratsmitglieder**

Roby Biver (LSAP) schlug eine Absenkung der Bordsteinkanten am Zebrastreifen in der Route d'Esch auf Höhe der Kirche vor.

Der Bürgermeister stellte fest, dass dieser Übergang seit mindestens 30 Jahren unverändert sei. Die Gemeinde habe gerade eine Anpassung von zwei Übergängen in unmittelbarer Nähe vorgenommen. Im Rahmen des Projekts zur Neugestaltung des Zentrums von Bettemburg werde der betreffende Abschnitt angepasst. Kurzfristig könnten diese Arbeiten nicht durchgeführt



werden, da eine Straßenbaugenehmigung seitens der „Ponts et Chaussées“ erforderlich sei und das Viertel bereits bis Ende des Jahres von der Sanierung der Hammerel-Brücke betroffen sei.

Guy Frantzen (LSAP) forderte, die Daten der Schulferien wieder in den "Ofallkalenner" aufzunehmen, da er dies als praktische Information betrachte.

Schöffe Gusty Graas erinnerte daran, dass es sich um einen Kalender handele, der über die Abfallentsorgung informiere, und dass die Schulferien seit mindestens fünf Jahren nicht mehr im "Ofallkalenner" erwähnt werden. Außerdem merkte er an, dass die Schulferien nicht einheitlich geregelt seien und daher ein Abdruck nicht zweckdienlich sei.

Auf Nachfrage von Patrick Kohn (ADR) konnte Bürgermeister Laurent Zeimet bestätigen, dass in Kürze Bänke entlang der neuen Sonnenpromenade aufgestellt werden.

Patrick Kohn fragte, ob die Gemeinde Bettembourg vertraglich zu einem Mindeststromverbrauch gezwungen sei. Schöffin Josée Lorsché erinnerte daran, dass die Gemeinde seit dem 1. Januar 2024 hauptsächlich Kunde bei SUDenergie SA sei und dass der Stromverbrauch nach dem tatsächlichen Verbrauch abgerechnet werde. In der diesbezüglichen Vereinbarung seien keine Verbrauchszwänge enthalten.

